



ÉLECTIONS RÉGIONALES, L'EMSAV DISPERSÉ

Lire pages 3 à 6

 retrouvez nous sur Facebook
et sur lavenirdelabretagne.org

Deux figures bretonnes s'en sont allées [Page 2](#)

J Y Pratt, producteur laitier [Page 7](#)

Nation sans Etat [Page 8](#)

Elections en Catalogne [Page 9](#)

COP 21 [Page 10](#)

Humeur [Page 12](#)

PENNAD STUR de Padrig Delorme



Conseil régional de Bretagne
(photo P. Delorme)

UNE ECHEANCE ATTENDUE

Une nouvelle échéance, et non des moindres, attend le peuple breton en décembre prochain. Nous ne reviendrons pas sur le regrettable échec des négociations qui n'a permis de présenter à l'électorat breton une liste unifiée, comme cela s'était produit pour la première (et dernière) fois en 1992. Cependant, nous devons nous réjouir d'une ouverture du débat grâce à la présence d'une liste autonomiste et pour la première fois, une liste ouvertement indépendantiste. Sous oublier que sur les listes des deux partis hexagonaux qui se disputent la majorité à chaque consultation électorale, figurent des personnalités connues pour leurs positions en faveur de l'autonomie de la Bretagne. Alors que près de 20 % des Bretons se déclarent, dans les sondages, favorables à l'indépendance, cette fois, ils pourront enfin, à l'instar des Ecossais et des Catalans, exprimer leur souhait de reprendre leur destin en main par un vote qui pourra peser sur la politique de notre pays.

La pluralité des listes en présence est le gage même de la démocratie. Pourtant, on peut dire que la démocratie est le cadet des soucis de l'Etat qui nous gouverne. Nul besoin de rappeler avec quelle obstination la France refuse d'écouter la voix des 30 000 manifestants venus réclamer la réunification de notre pays, ni les cris de colère des agriculteurs au bord de l'agonie. Pas plus de démocratie, dans le mode de scrutin pour les élections régionales. Comment peut-on imaginer un scrutin à la proportionnelle avec deux tours de scrutin ? L'ancien mode de scrutin des régionales, et encore plus avant la réforme de 1998, était le plus démocratique des scrutins français puisque les sièges étaient répartis proportionnellement aux nombres de voix obtenues par chaque liste ayant dépassé le seuil minimum. Mais en France, trop de démocratie est vécue comme un danger pour « l'une et indivisible ». 10 % des voix pour pouvoir se maintenir au second tour, 5 % pour pouvoir fusionner et... la part du lion (25 % des sièges plus un nombre proportionnel aux voix) pour la liste qui dépasse toutes les autres et rien pour celles qui recueillent moins de 5 %. 15 % des votants ne seront donc pas représentés à l'assemblée régionale. Gageons qu'une Bretagne indépendante sera plus à l'écoute de son peuple.

Dans les pages suivantes, nous passons en revue les candidatures bretonnes et nous regrettons que Christian Troadec, qui était d'accord sur le principe, n'ai pas eu le temps de répondre.



Youenn Yaouank (photo J.Limon)

Youenn nous a quitté brutalement à l'âge de 66 ans. De sa vie, il nous laisse son amour des fleurs et des plantes qu'il tenait de ses parents et dont il a fait son métier. Doué d'une fibre artistique prononcée, il a laissé de superbes peintures et fusains, puisant son inspiration dans l'architecture et les paysages

Disparition d'un militant discret

"Qu'il est donc malaisé d'écrire l'Histoire, tous les historiens le disent et que la certitude historique n'est pas de ce monde. Il faut se contenter d'une vérité approximative". Charles Goffic ; L'âme bretonne

de sa chère Bretagne. Peinture mais aussi musique, jouant aussi bien de la guitare, de l'accordéon ou de la bombarde, il a égayé les festoù-noz dans la région de Scaër et les fêtes familiales de ses mélodies.

Fidèle et honnête ; profondément chrétien, il assistait aux pardons de Bretagne avec ferveur et recueillement. Président de l'association Mignoned Feiz ha Breizh, il défendait fermement la mémoire de l'abbé Perrot et de ceux qui ont souffert ou sont morts à cause de leurs engagements et de leurs sentiments bretons.

Homme de conviction, il s'élevait à bon droit contre la manière dont certains historiens écrivaient l'Histoire, dissimulant

hypocritement ce qui est pourtant la vérité. Militant sincère et engagé, il a battu les pavés bretons avec son Gwenn ha Du à chaque manifestation pour la réunification de la Bretagne, répondant « présent » chaque fois qu'un appel à la mobilisation pour la langue ou la cause bretonne était lancé.

Fidèle adhérent de l'IDBE/Fondation Yann Fouéré, il était toujours prêt à nous aider quel que soit notre demande. C'est un ami très cher qui s'est éteint. Il a rejoint la cohorte de nos Saints nationaux, de nos bardes, et nos combattants que rassemble aujourd'hui le Tir na N'Or des Celtes.

Servane Huonic

Albert Poulain, s'en est allé

En ce temps d'avant Toussaint /Samonios, voici qu'une figure bretonne s'est éteinte le 6 octobre dernier à 83 ans, à Redon. Né à Pipriac/ Piperià en 1932, il était devenu le plus fameux conteur du Pays de Redon. Mais bien plus que cela, il connaissait le patrimoine gallo comme sa poche, oral mais aussi bâti, il était maître d'oeuvre. Sillonant les campagnes du haut pays avec, ou sans, ses camarades du Groupement Culturel Breton ou des Chantoux des pays d'Oust et de Vilaine (JL Lattour, JB Vighetti, A. Noblet, G. Hervieux...) il a collecté contes et chants des anciens, plus de 6 500, et a publié, notamment, "Contes et légendes de Haute Bretagne" (Ouest-France).

Collecter ne lui suffisait pas, il fallait transmettre, faire vivre, prolonger la chaîne

du patrimoine vivant. Qui n'a pas vu et entendu Albert "prendre" la parole, sans la rendre d'ailleurs, inopinément, y compris dans les lieux et les rencontres les plus improbables, ne connaît pas LA tradition orale. Enfin, il fut le seul à savoir établir un pont entre pierres, contes et mythologie, et les ballades avec lui en son pays étaient Quête totale et d'absolu. Il a notamment publié avec Bernard Rio "Fontaines de Bretagne" (Yoran Embanner).

La Bogue d'Or du 25 octobre prochain, dont il fut l'un des fondateurs, éprouvera, en sa 40^{ème} édition, plus qu'une émotion, un deuil... mais le fin sourire malicieux d'Albert sera encore une fois sur la scène de notre mémoire. J'ajouterai, pour ce que je l'ai connu, que ce défenseur de son pays de

Redon était un "vrai" Breton, entier, comme devrait l'être son pays, fier de son identité, en toute conscience et modestie et sans aucune appréhension ni oeillette de chapelles qui caractérisent beaucoup de "spécialistes" ou de "militants" en Bretagne. Il était et demeurera Breton, tout simplement mais totalement et sans limite ni complexe, et toujours prêt à aider la bonne cause.

Ra vo Gwenn da Ved, Albert! Vas-t'en préché en Paradis.

Yann Duchet



Albert Poulain,
lors de la Bogue d'Or
2008 (photo M. Legat)

L'hommage de Dastum

Le conseil d'administration et l'équipe de Dastum ont l'immense tristesse de vous faire part du décès d'Albert Poulain, survenu le 6 octobre. Le départ d'Albert laisse un grand vide pour tous ceux qui l'ont connu, pour tous les passionnés de culture bretonne en général, et de Haute-Bretagne en particulier. Il aura été le grand précurseur de la collecte enregistrée des traditions orales en pays gallo, dès 1959. Il aura su très tôt élargir ses centres d'intérêt à tous les aspects de la culture : le chant bien sûr, mais aussi le conte, les récits légendaires, le parler gallo, les dictons, les proverbes, ou encore le patrimoine bâti, s'efforçant sans relâche d'embrasser dans un tout les différents aspects de la culture populaire, d'en faire ressortir l'essence profonde. Il aura été l'un des plus grands défenseurs de la grandeur et de la dignité de cette culture populaire.

Au-delà de cette œuvre de collecte gigantesque (des centaines d'heures d'enregistrement, des dizaines de milliers de photographies), Albert aura surtout été l'un

des tout premiers collecteurs à devenir lui-même acteur, porteur, transmetteur direct de cette culture dont il recueillait les dernières traces.

Acteur infatigable, répondant à toutes les sollicitations possibles et imaginables depuis plus de 50 ans, cela jusqu'à ces derniers mois, chanteur et conteur immensément talentueux, Albert aura su entraîner, inspirer, engendrer une relève, aussi bien dans le domaine de la collecte que dans ceux du chant et du conte. Il aura eu une influence directe sur les deux générations qui le suivent, voire même sur la troisième si l'on pense aux nombreux enfants qui ont eu la chance, ces dernières années, de le rencontrer, dans les écoles ou les veillées du pays... Son action, son discours sur la culture populaire, sa personnalité ont compté énormément dans l'histoire du renouveau de la culture bretonne, y compris dans la création de structures comme Dastum,

comme le Groupement culturel breton qui fête cette année la 40^{ème} Bogue d'Or (dont il fut le premier lauréat), et bien d'autres.

Les chanteurs, conteurs, collecteurs de Haute-Bretagne doivent tous beaucoup à Albert, directement ou indirectement, qu'ils le sachent ou non. Le moins qu'on puisse faire pour le remercier, c'est sans aucun doute de poursuivre son œuvre du mieux possible. Merci Albert !

Vincent Morel, Ronan Guéblez

DILENNADEGOU / Elections

Notre chance, l'indépendance !

Bertrand Deléon est enseignant, Directeur de Skol Diwan Gwened, l'école, non pas « privée », mais bien de service public – la seule vraie école de service publique en Bretagne- contrairement à l'école de l'Etat. Bertrand s'est engagé depuis des années dans le combat pour la liberté de la Bretagne. Membre depuis 2009 de Strollad Breizh/Parti Breton, il a déjà mené des campagnes locales sous les couleurs du parti indépendantiste qui entend rassembler les bonnes volontés en dehors des extrêmes idéologiques. L'échec des négociations engagées avec Christian Troadec en vue de constituer une liste bretonne unitaire pour les élections « régionales » de décembre l'ont incité à monter la liste « *Notre chance : l'indépendance* ». Sans doute les exemples écossais et catalan, ces nations européennes qui n'ont plus peur de prendre leur destin en main, l'ont conforté dans sa décision. Cette liste est soutenue désormais par le Parti Breton qui s'est retiré des négociations avec le Mouvement Bretagne Progrès de Christian Troadec et qui n'a pas cédé aux clins d'œil appuyés de Marc Le Fur aux « régionalistes » non situés à gauche...



Bertrand Deléon

Breizh da zont : Bertrand, peux-tu te présenter et nous dire comment tu as découvert le problème breton, ou plutôt le problème posé à la Bretagne par la France ?

Bertrand Deléon : Je suis né à Fougères en 1974 mais j'ai grandi à Vannes. Néanmoins, ma conscience bretonne s'est construite progressivement et solidement. Par mes parents tout d'abord qui ont su transmettre cet attachement à la terre-mère sans entrer dans des clichés ou seriner leurs enfants ne dialectique militante obsessionnelle qui peut devenir un repoussoir chez les jeunes. Chez moi, la Bretagne était là, nous n'en parlions que très peu mais la vivions. Notre drapeau était le Gwenn-ha-du, c'était naturel.

Enfin, l'influence de la Bretagne gallese et brittophone a solidifié ma conscience de la question bretonne. D'un côté, l'Histoire et la revendication politique – les mouvements sociaux de Fougères portaient des revendications contre l'Etat, son centralisme et les manifestants portaient le Gwenn-ha-du – de l'autre côté, la culture de Basse-Bretagne, à travers la langue et une autre vision revendicative, souvent plus culturelle. Je trouvais incroyable d'entendre cette langue celtique d'un côté, le gallo de mes ancêtres de l'autre.

J'ai quitté partiellement la région de Vannes pour travailler dans l'édition en breton et en français du côté de Brest, puis j'ai fait un passage à Quimper pour passer le concours de professeur des écoles. J'ai enseigné à Questembert, à Vannes... et cherche à participer activement à la réforme du système éducatif.

Actif dans les milieux associatifs, je côtoie des gens très divers et participe à la société, à répondre aux problématiques que les services publics déclinent par la politique de l'Etat n'arrivent plus à couvrir. Car l'injustice, voire l'imposture, est à tous les

niveaux : social, économique, culturel, écologique...

Pourquoi as-tu rejoint le Parti Breton ?

J'ai rejoint le PB en 2009. J'avais rencontré les responsables du parti en 2001, à Vannes, lorsque nous présentions la liste *Forum Breizh* qui avait obtenu environ 6 % aux municipales de Vannes. Depuis, j'attendais qu'une formation politique m'accueille, l'unité des militants bretons est primordiale. Le PB est un parti modéré, qui a compris que la question de la souveraineté doit être posément proposée aux Bretons. Elle est réaliste et correspond également à l'esprit de nos compatriotes bretons.

Tu as déjà, à plusieurs reprises, monté et dirigé des listes indépendantistes, notamment aux municipales et départementales à Vannes. Quelles leçons en retires-tu ?

L'idée avance car elle est enfin proposée, sans détour et de manière systématique. Vannes est certainement l'un des territoires les plus difficiles pour avancer sur cette question. Je veux montrer que si c'est possible de présenter une liste indépendantiste ici, c'est possible partout et pour chaque suffrage. Je n'ai jamais été autant reçu chez l'habitant, toutes catégories sociales confondues, depuis que le débat est nettement posé. L'indépendance ne fait pas moins de voix que les candidatures régionalistes contrairement à ce que l'on peut entendre. Les seules différences, et elles sont encourageantes, sont que nos candidatures suscitent des débats passionnés, et qu'en face, chaque formation politique devient au minimum régionaliste en réaction à notre présence.

Pourquoi créer une liste indépendantiste, alors que le paysage semble déjà saturé avec la liste MBP/ADB, une liste Le Fur/AFB/Breizh Europa, une liste Breizhistance qui se retrouveront comme cautions « régionalistes » sur les listes des grands partis jacobins ?

Nos candidatures vont dans le sens de l'autodétermination de la Bretagne, ça élève considérablement le débat et sort la campagne politique des cadres franco-franciliens. De là, nous arrivons à un paysage politique similaire à ce qu'ont connu les Écossais, les Catalans, les Basques... c'est-à-dire une régionalisation des formations politiques françaises, l'apparition d'un front provincialiste dissident des partis français – c'est la liste de Christian Troadec – et une ligne politique en accord avec ses principes et

sans contradictions, la nôtre, qui pourra être perçue comme l'aboutissement d'un cheminement idéologique dans l'électorat. En somme, nous avons d'ores-et-déjà une liste bretonne avec des visées européennes et trois listes régionalistes (PS avec Paul Molac, « Les Républicains » avec Marc Le Fur, Caroline Ollivro et Jean-Jacques Page, et le MBP de Christian Troadec qui, s'il ne siège pas à Paris, annonce clairement en premier point sur son site, des valeurs « dans le cadre de la République Française »).

Nous ne partons pas avec les mêmes moyens, nos richesses sont notre persévérance, notre passion et notre dévouement.

Pourquoi, selon toi, l'alliance, à présent historique, entre Le Parti Breton et le MBP n'a-telle pas été possible cette fois-ci ?

Parce que l'Histoire n'en a pas voulu ! Montez une liste avec des dissidents récents du PS, du PC ou d'EELV n'est pas bien différent du régionalisme des partis siégeant à Paris. Sur certaines revendications, Paul Molac ou Marc Le Fur vont plus loin que Christian Troadec. Ils souhaitent intervenir dans un Etat irréformable, dont la raison d'être est de drainer les richesses humaines et financières vers un centre qui décide de tout et empêche toute émancipation, jusqu'à l'étranglement. C'est une utopie. Il est beaucoup moins utopique d'envisager une Bretagne siégeant avec les autres nations au Parlement européen, pour penser justement une autre Europe que celle des Etats franco-allemand. Les nations de l'Est ont réussi, l'Ouest de l'Europe est en marche.

Ne crains-tu pas que les Bretons susceptibles de voter breton ne se trouvent un peu désorientés et ne sachent pour qui voter et, devant la division de l'Emsav, ne votent français par dépit ?

Le tort est de croire que nous sommes divisés. Il y a une liste bretonne et des listes intermédiaires. C'est un paysage politique normal.



DILENNADEGOU / Elections

On voit, sondage après sondage, que l'idée d'indépendance semble ne plus faire peur, que les Bretons ont cessé d'être terrorisés à l'idée de diriger leurs affaires eux-mêmes. Plus de 18 % des Bretons se disent favorables à l'indépendance, selon un sondage réalisé récemment et publié à la une du mensuel Bretons. Un chiffre qui dépasse même les 20 % chez les 18/25 ans. Comment alors expliques-tu le hiatus entre cette fraction importante du peuple breton et les scores plutôt faibles réalisés par l'Emsav ?

Le tort du mouvement breton a été de rester toujours sur les mêmes thèmes. Nous savons que la Bretagne possède tous les atouts pour être une nation prospère alors que nous sommes restés sur des sujets comme la langue ou la réunification pour convaincre le plus grand nombre. Nos semblables veulent vivre, être en bonne santé, c'est ça la vraie raison d'être de notre combat. Les revendications territoriales et linguistiques sont évidemment primordiales mais ce n'est pas pédagogique d'aborder le sujet sous cet angle. Face à l'insécurité économique, sociale, culturelle... que ressentent les Bretons, la Bretagne est une force, un élément de stabilité donnant des repères clairs. Nos communications précisent nos buts : l'indépendance, c'est la garantie de la maîtrise de nos impôts et de leur bonne utilisation ; l'indépendance, c'est de l'emploi, des services publics dignes de ce nom, une couverture santé responsable et solide, une retraite viable, de nouveaux échanges économiques internes et externes, la défense de notre agriculture, une ambition maritime, un modèle écologique, une politique énergétique propre et durable, l'aménagement concerté du territoire...

L'indépendance, c'est aussi décider nous même au niveau international et participer à une autre politique, détachée des impérialismes économiques et politiques.

Ayons confiance en nous dans notre projet pour la Bretagne et nous répondrons déjà aux 18 % de Bretons souhaitant l'indépendance, dans le but de convaincre le plus grand nombre.

Que faudrait-il faire pour sortir de cette ornière ?

Casser la confiance dramatique qu'a l'électorat en les partis français. Que chacun comprenne que la France est irréformable. Quand bien même nous ayons des députés un peu plus bretons, la confiance que cela inspire est une perte d'années précieuses. Nous sommes là pour convaincre et c'est une lourde tâche.

Si ta liste réalise entre 5 et 10 % au premier tour, envisagez-vous une alliance, une fusion au second tour ?

Peut-on croire qu'une liste française voudra d'indépendantistes ? Et inversement... Soyons logiques.

Que feras-tu, si en décembre, tu es élu au Conseil Régional ? Proposeras-tu un référendum d'autodétermination, comme en Catalogne ou en Ecosse, comme le président italien Cossiga l'avait imaginé voici quelques années, pour le Sud-Tirol ?

Je m'attèlerai avant tout à la conservation de notre fiscalité en Bretagne, à la défense de nos intérêts comme le développement de notre façade maritime et à l'attention que l'on doit porter aux professions de la terre. Parallèlement,

développer nos voies de communications, dans un véritable aménagement du territoire, passant outre les intérêts de Paris, au service de notre économie seront une priorité. Une fois posée les bonnes questions, le peuple breton pourra ouvrir les yeux et se lever. La question du référendum viendra d'elle-même.

L'argument souvent opposé par les tenants du jacobinisme à ceux qui aspirent à la liberté a toujours trait à l'économie. « Que feriez-vous avec vos choux-fleurs et vos artichauts ? » écrivait Herve Le Borgne, sur un ton ironique. Le plus souvent, on s'entend dire que la Bretagne ne s'en sortirait pas toute seule. Que réponds-tu ?

Nous arrivons à vivre de nos miettes tout en engraisant Paris et son système centralisé. Et le tout sans pouvoir décider de nos orientations économiques et financières. Tout est dit. Malgré tout, la Bretagne a un PIB de 115 milliards d'euros, soit 25 500 euros par habitant. C'est plus qu'onze autres pays de l'Union Européenne.

Penses-tu que les Bretons sont suffisamment murs pour suivre le chemin tracé par nos cousins écossais et par nos amis catalans ?

Il ne faut pas attendre, mais être présent justement à chaque élection. La France sombre, victime de son propre système, et l'Europe doit servir d'autres intérêts. D'autres nations sont émergentes en parallèle, nous ne pouvons rater le train. Avec une pointe d'humour, l'indépendance de la Bretagne sera bonne pour la France.

Propos recueillis par Thierry Jigourel

Le Parti Breton soutien Bertrand Deléon

Yves Pelle est président de Strollad Breizh / Parti Breton, depuis novembre 2010. Premier adjoint au Mairie d'Erquy en 2008, il est depuis 2014 conseiller municipal de Rennes, où il s'efforce de faire entendre la voix de la Bretagne. Après avoir mené deux élections importantes (régionales puis européennes de 2014) aux côtés de Christian Troadec, puis avoir engagé avec lui des négociations en vue des prochaines régionales, Yves Pelle et le Parti Breton ont décidé de soutenir la liste *Notre chance : l'indépendance*, dont le programme est on ne peut plus clair- une première aux régionales en Bretagne !

Breizh da zont : Yves Pelle, on vous connaît comme président du Parti Breton et comme élu de Rennes. Pouvez-vous nous dire comment est née votre conscience bretonne ?

Yves Pelle : Je le répète souvent, c'est Joseph Le Bihan qui, par sa vision et la brillante idée qu'il a eu de créer l'Institut de Locarn, a été à l'origine de mon action politique. Mon métier d'expert-comptable me laissant malgré tout peu de place pour devenir ce qui malheureusement devient une réalité, un professionnel de la politique.

Vous présidez une formation qui se dit clairement indépendantiste et qui se situe en dehors des extrêmes idéologiques, de droite comme de gauche. En même temps, vous refusez de vous positionner "à droite" ou "à gauche", en prétendant rassembler les bonnes volontés qui vont de la social-démocratie à la démocratie sociale. Pourquoi ?

Les partis hexagonaux sont très marqués par l'empreinte jacobine. Or, aujourd'hui on assiste à la fin des Etats-nations. Ce point essentiel est insuffisamment relevé par les observateurs de la politique. Nous disposons par ailleurs de bons exemples en Europe pour montrer qu'il existe d'autres voies, non extrémistes, comparables à celle que nous avons choisie, en Catalogne, en Ecosse ou au Pays Basque. Notre choix est mûri, il vise à faire prendre conscience aux Bretons qu'ils doivent s'emparer de leur avenir tout en soutenant l'idée d'un espace européen plus intégré politiquement, à rebours de l'organisation technocratique que nous proposent les Etats-nations tels que la France.

Pour les prochaines élections régionales, après avoir tenté de reconduire une alliance qui s'était révélée gagnante, avec Christian Troadec, vous avez jugé utile et plus constructif de monter une liste à part, axée

clairement sur un programme indépendantiste. Pourquoi ?

Il faut en effet rappeler ce cheminement. Il traduit notre volonté sincère d'aboutir à un accord large réunissant toutes les sensibilités œuvrant pour une Bretagne plus émancipée. Le choix d'une liste clairement inscrite à gauche menée par le MBP et ses alliés laissait peu d'espace pour une expression plus large des sensibilités politiques comme celles que nous représentons. Le choix de soutenir Bertrand Deléon et la liste *Notre chance, l'indépendance* est alors devenu une évidence tant elle correspond aux idées auxquelles nous croyons. Derrière ce choix, il y a aussi la dynamique créée, celle de rafraîchir le paysage politique en présentant une alternative sérieuse, loin des vieilles rengaines des partis hexagonaux ou des discours extrémistes qui ne mènent à rien.

DILENNADEGOU / Elections

Malgré tout, certains membres du PB semblent vouloir confirmer leur engagement auprès de la liste *Oui, la Bretagne*. Cette attitude ne risque-t-elle pas à terme de créer des tensions au sein du PB ?

Le Parti Breton ne soutient que la liste *Notre chance, l'indépendance*. Les quelques adhérents qui se présentent sur d'autres listes ne le font qu'à titre individuel. Nous respectons ces choix. Quant au parti, une fois les élections passées, il aura l'occasion de confirmer sa ligne politique lors de son congrès en début d'année 2016.

Une telle élection représente un coût. Le PB a-t-il les reins assez solides pour s'y lancer sans partenaires ?

Nous sommes convaincus que nos choix pour une Bretagne à la souveraineté retrouvée apparaissent de plus en plus crédibles et porteurs d'avenir, notamment au sein des jeunes. La France serait bien le seul Etat-nation d'Europe à ne pas reconnaître le mouvement qui s'exprime autour d'elle. C'est pourquoi l'enjeu de cette campagne dépasse largement la question de son financement qui n'est certainement pas insurmontable pour le Parti Breton. Nos militants savent que cette

échec est un point de départ que tous, nous ne voulons pas manquer.

A l'heure où l'on parle beaucoup de l'indépendance possible de l'Écosse, de la Catalogne, des Flamands, des Lombards... et après l'indépendance de dizaines de "régions d'Europe" (Slovaquie, Slovaquie, pays baltes...), que répondez-vous à ceux qui vous accusent d'utopisme ou de "balkanisation" de la France ?

On ne peut faire avancer l'idée d'indépendance qu'en faisant la promotion d'une Europe intégrée politiquement. Nos amis écossais du SNP viennent de le rappeler lors de leur congrès en s'élevant contre le « brexit » prôné par les conservateurs anglais.

Pensez-vous que ces exemples européens participent à la banalisation de l'idée d'une Bretagne indépendante ?

Je crois sincèrement que nous sommes au début d'un processus, celui de la remise en cause des Etats-nations. C'est une chance pour la Bretagne. Il faut faire un travail sur la re-conscientisation des Bretons pour qu'ils perçoivent tout le sens d'un retour de la souveraineté en Bretagne.

Comment faire pour transformer les 20 % de Bretons qui se disent favorables à l'indépendance, en autant de bulletins de votes ?

Toutes les erreurs de nos adversaires sont du pain béni. Le chômage, l'incapacité à régler les questions de société, la dérive du système éducatif... On pourrait multiplier les exemples où il y a bien mieux à faire en décidant en Bretagne. Je suis convaincu que c'est la jeunesse de Bretagne qui va élargir de plus en plus notre base électorale.

Si vous êtes élu à l'assemblée régionale, quels seront les gros chantiers que vous souhaiteriez voir mettre en œuvre ?

L'indépendance ne peut se concevoir que comme le terme d'un long processus mais elle reste l'objectif. Je voudrais d'abord créer les conditions d'un développement économique plus soutenu qui réglerait beaucoup de problèmes, dont celui du chômage, mais aussi de la richesse du territoire pour améliorer la qualité et les conditions de vie de tous les Bretons.

Propos recueillis par Thierry Jigourel

Le Pôle Fédéraliste Breton rallie Marc Le Fur

Créé récemment, le Pôle Fédéraliste Breton, qui rassemble au lieu de diviser - heureuse nouvelle dans l'Emsav ! - a décidé, après des négociations qui ont tourné court avec Christian Troadec, de rejoindre Marc Le Fur, la droite et le centre, pour les régionales. C'est la première fois que des militants autonomistes, qualifiés de « régionalistes » par le pouvoir, entrent officiellement dans une liste française. Signe d'un temps où, pour être élu, les partis parisiens ont besoin de donner des gages bretons ?



Une fois de plus, le Mouvement breton, les « régionalistes », comme ont pris l'habitude de les nommer les médias français, comme si les mots « autonomistes », « indépendantistes », « fédéralistes », étaient en quelque sorte des mots tabous, part aux régionales en ordre dispersé. Les fédéralistes, dont L'Alliance fédéraliste Bretonne-Emglev Kevredel Breizh, après s'être rapprochés de Christian Troadec, ont privilégié une autre voie pour parvenir à obtenir enfin des élus à l'assemblée régionale. « Nous avons rencontré Christian dans ses locaux de campagne, à Carhaix, précise le docteur Le Mée, président de l'A.F.B.-E.K.B., en vue d'une alliance sincère et sans arrière-pensées. Troadec était pour cette occasion accompagné de ses deux proches conseillers Charlie Grall et André Lavanant. Nous avions confiance dans les propos tenus en mai dernier et l'engagement de Christian, assurant qu'il souhaitait l'unité de l'Emsav, du centre-gauche, au centre-droit, ainsi qu'il l'avait fait avec la liste *Nous te ferons Bretagne*, pour les précédentes régionales et Européennes. « Pour la Bretagne, poursuit le Dr Le Mée, nous insistions sur trois points à nos yeux essentiels : prendre l'engagement, si la liste obtient moins de 10 % au premier

tour, de ne pas fusionner avec celle d'un PS qui a trahi les Bretons et dont le chef de file, Jean-Yves le Drian, apparaît à un nombre très important d'entre-eux comme un félon. Pour nous, il est essentiel de sanctionner cette formation jacobine qui, depuis des années, se moque des Bretons et sollicite leurs voix pour ensuite les rouler dans la farine. Nous souhaitons aussi obtenir trois places éligibles pour nos candidats. Le troisième point portant sur notre participation financière.

Nous n'avons pas compris que Christian n'y mette pas bon ordre pour défendre des partenaires de plus de cinq ans». Souhaitant obtenir des clarifications écrites sur les trois points essentiels évoqués plus haut, le bureau de l'AFB-EKB a adressé à Christian Troadec un courrier resté à ce jour sans réponse.

Avec la droite et le centre

Echec des négociations

Ces trois conditions préalables ne semblaient pouvoir être réunies. « Christian Troadec nous a répondu que, selon lui, le mieux serait de laisser les candidats de chaque formation politique bretonne se déterminer en leur âme et conscience au second tour, ce qui signifierait que les colistiers de l'UDB et du MBP rallieraient probablement le PS, pour avoir des postes. « Nous ne voulions pas de cette configuration ». Faute d'avoir reçu une réponse claire ni sur le nombre de places éligibles pour l'AFB, ni sur l'engagement financier à prévoir, le Dr Le Mée et ses amis ont jugé plus prudent de se retirer, d'autant qu'entre temps les tensions sont montées entre le Parti Breton et l'UDB, partenaires du MBP pour ces élections cruciales. « Les propos agressifs tenus par Nil Caouissin, porte-parole de l'UDB à l'encontre du PB, et tout particulièrement de son président Yves Pelle, nous ont paru indignes et contreproductifs.

Constatant et déplorant les difficultés de dialogue avec le maire de Carhaix et ses partenaires, ayant aussi suivi avec intérêt l'inflexion du discours tenu par Marc Le Fur au cours des deux ans écoulés, la formation fédéraliste a alors répondu à une proposition de rencontre avec ce dernier, par l'intermédiaire du député UDI de Vitré M. Benoît. Le 2 septembre dernier, à la suite d'une rencontre tenue dans un climat cordial avec les responsables de l'AFB-EKB, du Parti Fédéraliste et de Breizh Europa, représentés respectivement par MM Le Mée, Page et Caroline Ollivro, Marc Le Fur a déclaré être en accord avec une charte en dix points proposée par les militants bretons. De quoi les décider à rallier son camp. Ces accords ont abouti à la présence sur la liste de quatre militants de sensibilité fédéraliste, de droite et du centre, regroupés dans un Pôle Fédéraliste Breton de circonstance. Militants qualifiés aussitôt de « régionalistes » par le pouvoir et la presse « régionale ». En cas de victoire de Marc Le Fur et de défaite de Jean-Yves Le Drian, trois d'entre eux ont des chances sérieuses d'être élus à l'assemblée

DILENNADEGOU / Elections

régionale. Comme le dit JF Le Bihan : «*Pour changer les choses, mieux vaut être dans l'institution que perpétuellement sur les marches*». Certes, mais sans mettre en doute la sincérité et la bonne volonté du député de Loudéac, on peut se demander quelle sera sa marge de manœuvre à l'intérieur d'une

formation éternellement jacobine. La démarche novatrice de Marc Le Fur - pour preuve ses démêlés avec les dirigeants parisiens de l'UDI et quelques notables locaux - va-t-elle se fortifier au cours des mois ? Ou sera-t-elle qu'un feu de paille ? De la réponse à cette question dépend le succès

d'un pari qui a le mérite de tenter de se libérer des traditionnels clivages politiques pour arriver à surmonter l'allégeance habituelle aux petits maîtres parisiens.

Thierry Jigourel

Rencontre avec l'unique député autonomiste de l'hexagone

Paul Molac est bien connu dans l'Emsav. Président de l'association Div Yezh, qui regroupe les parents d'élèves de la filière dite «publique» bilingue (en réalité de l'école d'Etat), puis président du Conseil Culturel de Bretagne, il a été élu député lors des dernières législatives sur une liste PS/EELV/UDB. Seul député autonomiste de l'Assemblée Nationale française, il se retrouve bien isolé pour tenter de faire progresser une vue du monde conforme à celle qui prévaut chez nos voisins européens. Il s'est engagé en particulier à faire ratifier la Charte européenne des langues minoritaires, que le gouvernement français a signée en 1999, mais qui est restée non appliquée depuis. Il fait partie des élus Udb qui, en désaccord avec leur direction, ont jugé plus utile de rallier la liste Le Drian, pour les élections régionales de décembre, et qui, en raison de cette décision, ont été exclus du parti.

Breizh da zont : Paul Molac, pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

Paul Molac : Je suis né à Ploërmel en 1962 dans une famille d'agriculteurs. Dans un premier temps, j'ai moi-même exercé le métier d'agriculteur avec ma sœur. Puis je suis devenu professeur d'histoire-géographie au lycée-collège de Guer (56). Parallèlement, j'ai exercé des responsabilités associatives, en premier lieu dans une association de collectage de la culture gallèse, puis comme président de l'association des parents d'élèves pour l'enseignement du breton à l'école publique (Div Yezh). Enfin, je suis devenu président du Conseil culturel de Bretagne, au sein duquel j'ai exercé de 2009 à 2012. J'ai été élu en juin 2012 député de la 4^e circonscription du Morbihan.

dans le camp du Sénat pour enfin faire ce pas tant attendu par les défenseurs des langues régionales.



Paul Molac (photo internet)

République. Même si cela est décrié, on peut considérer que la France est un État fédéral puisque le processus doit permettre aux principaux intéressés, les Néo-Calédoniens, de choisir avant 2018 entre différentes solutions pour l'avenir de leur territoire. Il serait intéressant d'élargir la réflexion à la France métropolitaine, à des « régions » qui réclament des statuts d'autonomie, comme la Corse ou la Bretagne.

Pouvez-vous nous parler de la réforme territoriale annoncée à grand fracas par Manuel Valls, le premier ministre français ? Une réforme qui a provoqué autant de colère et de déception qu'elle n'avait suscité d'espoirs, en particulier chez ceux qui se battent pour une Bretagne réunifiée, conformément au vœu de près des trois quarts des Bretons.

Cela fait 1 500 ans que nous existons. Ce qui était en jeu cette fois-ci, c'était l'existence même de la Bretagne. L'identité n'est pas un gros mot et la Bretagne n'est pas une région comme les autres.

La réforme des collectivités locales n'a pas abouti à la réunification de la Bretagne. Comme beaucoup, je le regrette et je pense que nous avons raté une opportunité. Je constate aujourd'hui que certaines personnes, que l'on a peu vues lors de la discussion parlementaire, se saisissent de ce thème pour les élections régionales. Réelle opportunité ou petite tactique politicienne ?

A ce sujet, nous avons tout de même évité le pire, grâce à Jean-Yves Le Drian qui a mis sa démission dans la balance. Il a réussi à ce que la Bretagne garde son intégrité actuelle. Pour parvenir à ses fins, le ministre de la Défense a évoqué le risque de troubles importants, d'une troisième révolte des Bonnets rouges et même d'un risque de "soulèvement". Si une autre décision avait été prise, plus aucun ministre français n'aurait pu venir en Bretagne.

Propos recueillis par l'Avenir de la Bretagne

On connaît votre attachement à la langue bretonne, et on imagine que votre combat pour la ratification de la Charte des langues régionales, au sein d'une Assemblée nationale française où dominent les élus ultra-jacobins, n'est pas facile. Quelles sont vos démarches ?

Une langue ne peut vivre que si elle est parlée et protégée. La ratification construira une relation apaisée entre la République et une partie de ses citoyens, elle donnera aussi davantage de poids à la France quand celle-ci voudra défendre le français dans les instances internationales.

En juillet 2015, le Gouvernement déposait en Conseil des ministres un projet de loi constitutionnel visant à ratifier cette Charte. Le texte de loi sera probablement débattu en octobre au Sénat, afin de vérifier qu'il dispose d'un soutien important des sénateurs pour espérer aller au Congrès à Versailles et obtenir les 3/5^{es} des voix des parlementaires, députés et sénateurs réunis, nécessaires pour modifier la Constitution. Pour rappel, une proposition de loi similaire à celle que j'avais déposée au nom de mon groupe parlementaire avait été très largement adoptée en janvier 2013 (361 voix contre 149). La balle sera donc très bientôt

On connaît aussi votre détermination à obtenir, pour la Bretagne, un statut particulier. Or, selon les gardiens des tables de la loi du temple jacobin, la France est «une et indivisible», donc ontologiquement incapable de se régionaliser, à l'instar de tous ses voisins et pays normaux en Europe.

Ce discours sur le caractère « un et indivisible » de la France est bien hypocrite ! La France n'est plus vraiment un pays unitaire. Par exemple, la Nouvelle Calédonie a un statut particulier au sein de l'État français ! Le "Caillou" jouit depuis plusieurs années d'une autonomie grandissante, et ce sera au Congrès calédonien, désigné par les élections provinciales de mai 2014, de déterminer une date de tenue du référendum. Je suis intervenu dans l'hémicycle le mercredi 15 juillet à propos du texte de loi relatif à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie, que j'ai voté avec entrain et enthousiasme. Les accords de Nouméa s'inscrivent dans une marche vers l'autodétermination du peuple néo-calédonien. Je pense que nous sommes dans l'idéologie la plus totale en refusant de reconnaître les peuples qui composent la

En Loire-Atlantique, l'union prévaut

Bretagne Réunie a décidé de soutenir la liste «*choisir nos régions et réunifier la Bretagne*» de Gilles Denigot qui se présente

en Pays de la Loire. L'objet même de cette liste est la réunification de la Bretagne. Elle est une liste d'union des partis politiques

bretons du 44 et de la société civile et vient d'être crédité de 4 % d'intention de vote par BVA.

Jean-Yvon Prat, producteur laitier à Plouaret " Nous sommes harcelés par l'Etat et ses services"

En septembre dernier, Jean-Yvon Prat, bonnet rouge sur la tête et Gwenn ha Du flottant au vent, était « monté » à Paris pour faire entendre le ras le bol et la colère de la terre. Aujourd'hui, le jeune producteur laitier remet en cause le comportement de l'Etat et se pose des questions sur l'avenir de l'agriculture bretonne.

C'était en septembre 2015. Jean-Yvon Prat, producteur laitier à Plouaret, dans le Trégor, prenait la route avec des collègues paysans du canton pour rallier la manifestation qui, à l'appel de la FDSEA, rassembla à Paris plusieurs milliers de paysans en colère. Depuis lors, les médias ont changé de focus... et de cible. Daech, les régionales, les valseuses hésitations de M. Le Drian entre le ministère français de la défense « nationale » et la tête de liste PSF aux élections « régionales »... les sujets passent. L'info est versatile. Les médias -comme le gouvernement français- s'intéressent aux problèmes de la paysannerie lorsque, comme à Morlaix, des locaux « publics » flambent, lorsqu'un fonctionnaire d'autorité est un peu malmené et puis... ne s'y intéresse plus. Les problèmes de l'agriculture bretonne, sommée un temps de nourrir la France puis l'Europe, persistent pourtant, tandis que dans les salons parisiens où on ne se salit ni les pieds, ni les mains mais seulement l'honneur et l'âme, on se gargarise sur les discours de Pierre Rabbit, en départageant les paysans. D'un côté les bons, les bobos adeptes de José Bové, de l'autre les méchants, les mauvais, ceux qui polluent et qui martyrisent des animaux innocents tout en empoisonnant les gens avec constance et opiniâtreté. Une vision du monde réductrice, dualiste et manichéenne à mille lieues de la réalité d'un terrain où tout le monde encaisse les coups, souvent en silence, et où l'on se serre les coudes, conscient qu'on est tous sur la même galère.

Jean-Yvon Prat, « monté » à Paris, un Gwenn ha Du sur son tracteur et un bonnet rouge sur la tête, en signe d'une révolte qui n'en finit pas de couvrir sous les braises et qui attend la nouvelle flambée de colère, est rentré déçu. Déçu des promesses du ministre français de l'agriculture, et déçu de la soumission d'un Xavier Beulin qui ne représente pas la paysannerie et encore moins la paysannerie bretonne, mais seulement l'agrobusiness céréalier de l'Île-de-France. Comment aurait-il pu en être autrement ?



Photo J.Y. Pratt

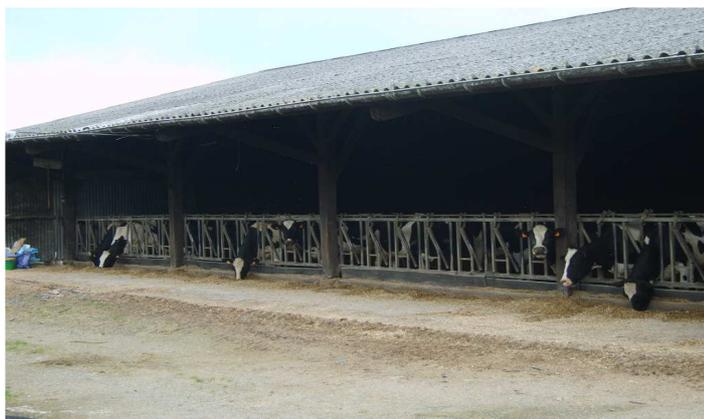
Contrôles ou harcèlement ?

« Les mesures d'aides ? Des clopinettes, tempête Jean-Yvon. Ce qu'on veut, ce qu'on réclame, ce sont des prix ! » Des prix, le juste salaire d'un travail harassant et de plus en plus difficile. Une rétribution décente pour les quelques 70 heures, en moyenne, de travail hebdomadaire, sans parler des périodes de pointe « A certaines périodes je travaille de 7 heures du matin à 3 heures le matin suivant ». L'Etat ? L'impression qui prévaut chez les paysans bretons, nombreux aux manifestations des Bonnets Rouges à Quimper et à Carhaix en automne 2013, c'est qu'il ne se soucie que de faire appliquer les normes environnementales imposées par les instances européennes. « Pourquoi, s'il est capable de faire respecter ces contraintes, est-il incapable d'imposer un juste prix du lait ? » Un minimum de 36 centimes au litre permettrait, non de gagner de l'argent, mais de ne pas en perdre. On en est loin. Avec une moyenne de 30 centimes payés par la Sodial, qui lui achète sa production, Jean-Yvon n'équilibre pas son budget. « Et on nous annonce des prix autour de 27 centimes en début d'année ! ». Une catastrophe pour le jeune agriculteur, qui s'insurge contre les directives européennes frappant la profession comme autant de coups de fléau. « La cinquième directive nitrate va nous contraindre à passer d'une capacité de 4

mois et demi à six mois de stockage des effluents. Une nouvelle contrainte qui va entraîner un surcoût de 35 à 40 000 euros pour une augmentation d'environ 800 m³ ». Des difficultés récurrentes qui s'ajoutent à un harcèlement permanent des contrôleurs de la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer). Un joli nom qui cache une réalité bien moins belle. « Ils passent leur temps à nous piéger ! Récemment, un de mes collègues a été contraint d'aller faire un contrôle dans un champ où se trouvait un taureau potentiellement dangereux. Il a prévenu le contrôleur, qui n'a rien voulu entendre. Résultat, le taureau l'a chargé ; il s'est retrouvé sérieusement blessé et hospitalisé ! » Le paysan hélas, pas le contrôleur responsable du drame ! « Et lorsque l'on manifeste notre ras le bol, l'Etat français nous fait charger par ses gendarmes et ses CRS. A Lannion, on nous a même gazés ! »

Entré dans la profession voici 11 ans, à la suite de ses parents, installé depuis peu en Gaec avec son cousin, investi depuis quelques mois de responsabilités syndicales, Jean-Yvon avoue être découragé, pour la première fois depuis une bonne décennie de travail acharné, interrompu par un seul mois de vacances. « Et les producteurs laitiers ne sont pas les seuls à connaître des difficultés. Pour le printemps prochain, 50 % des éleveurs porcins bretons auront déposé le bilan. » Si encore la profession était valorisée à la hauteur des efforts consentis, mais l'image de marque du paysan ne cesse de se dégrader sous l'effet de lobbies, plus soucieux de stigmatiser et de faire régner leur idéologie que de progrès concrets. « Aujourd'hui, on est victime de la honte ! Nos enfants n'osent même plus dire ce que font leurs parents. Je songe à tout laisser tomber. » Comme beaucoup d'autres paysans qui hésitent souvent et tragiquement entre abandon et suicide, comme l'a montré gravement l'hommage de Sainte Anne d'Auray aux 600 anonymes qui n'ont pas eu droit, eux aux hommages spéciaux des ministres français. Devra-t-on attendre qu'il n'y ait plus de paysans en Bretagne pour enfin prendre notre destin en mains ?

Photo P. Delorme



Thierry Jigourel

ETREVROADEL/ International

Bretagne, Nation sans Etat : vers une reconnaissance par l'ONU ?

Les Bretons, en tant qu'entité, n'ont toujours droit à aucune reconnaissance de la part de l'Etat français qui, comme tous les Etats fascistoïdes, persiste à confondre deux notions pourtant juridiquement différentes : la *nationalité* et la *citoyenneté*. Les Bretons n'ont pourtant qu'à traverser la Mor Breizh (la Manche), pour constater comment dans un pays démocratique, ou simplement normal, on traite la question des nationalités. Jamais, même du temps de Cromwell, les Britanniques n'ont tenté de faire passer Gallois, Ecossais ou Irlandais pour des... Anglais. Pour pallier cet état de faits, pour donner à la Bretagne, mais aussi à la Savoie ou à la Corse un rayonnement et une lisibilité politiques, l'A.N.H (Association des Nations de l'Hexagone), a initié, en direction des organisations internationales, des démarches visant à contourner le surréaliste blocage idéologique du pays des Droits de l'Homme. Rencontre avec Stéphane Domagala, secrétaire général de l'A.N.H

BdZ: Stéphane, pouvez-vous vous présenter ?

S.D : J'ai 29 ans, originaire de Gonesse en région parisienne. Je suis arrivé en Bretagne à l'âge de 12 ans. Domagala est un nom d'origine polonaise (Domagalski) du côté de mon père. Du côté de ma mère, j'ai aussi des origines italiennes, seule ma grand-mère est Bretonne.

Je ne sais pas si on peut dire que je suis Breton, je dirais plutôt que j'essaye de le devenir, officiellement du moins, mais oui, quand je vais dans des événements où on me demande mon pays, je dis toujours « Bretagne ».

Comment est née ta prise de conscience bretonne ?

Ma prise de conscience s'est faite assez tôt, après mon arrivée en Bretagne, vers l'âge de 13 ou 14 ans. Je me rappelle avoir trouvé que la Bretagne et les Bretons étaient quelque chose à part. La mentalité, les paysages m'avaient déjà interpellé et je trouvais que c'était complètement différent de la mentalité parisienne, donc de la France. Ensuite, au lycée, j'ai demandé en cours d'Histoire si il y avait une Histoire de Bretagne, on m'a répondu « non », j'ai demandé aussi si on pouvait faire des ateliers en breton, même réponse en me disant qu'on avait le choix, en option, entre l'arabe et le chinois. Je n'ai pas compris à ce moment comment cela se faisait que les Bretons n'aient pas accès à leur propre culture. J'ai trouvé ça révoltant. Vers 16 ans, j'ai commencé à militer et à apprendre.

Comment est née l'ANH, l'Association des Nations de l'Hexagone, et quel est son but ?

L'ANH est née un soir d'automne dernier, pendant un discours de Manuel (Carlos) Valls (Galfetti) sur la réforme territoriale. Avec une haine habituelle et les yeux exorbités, il affirmait que le peuple d'Alsace n'existait pas, ainsi donc que les Bretons, Savoisiens, Corses, etc. Je me souviens avoir fulminé et bondi de ma chaise. J'ai tourné en rond et me suis posé sur une table avec une feuille et un stylo. Le projet ANH a été créé en 1 heure a peu près.

En 1927, des Bretons, sous l'égide notamment de Morvan Marchal, des Alsaciens, des Corses... ont créé une association aux buts similaires, le Comité des minorités nationales de l'Hexagone. Vous en inspirez-vous ? Par ailleurs, il existe un regroupement actuel des nations sans Etats de l'Hexagone : Régions et Peuples Solidaires...

Pour le Comité des minorités nationales de l'Hexagone, de Morvan Marchal, j'avoue n'avoir appris son existence qu'en février, à l'occasion d'un congrès en Savoie, par un membre d'Unserland. Avant, je ne savais pas qu'il y avait déjà eu une œuvre similaire, mais je m'en réjouis et trouve ça intéressant. C'est pour moi l'une des définitions du nationalisme, qui est la transmission d'un désir de liberté. C'est assez cocasse, près de 90 ans plus tard, qu'un banlieusard parisien avec un nom d'origine étrangère reprenne une œuvre d'un nationaliste breton !

Je regarderai de plus près cette période, sinon, je serais plutôt tenté de dire que *l'Europe aux cents drapeaux* de Yann Fouéré m'a certainement inspiré. Pour ce qui est de PS, je dirais juste que c'est une structure très politico-politique, avec un réel programme de fait. Si l'aspiration à la liberté séduit beaucoup de monde, le programme pour y arriver divise... L'ANH n'a qu'un seul objectif : la reconnaissance officielle des Nations de l'Hexagone, ce qui nous différencie de toute autre structure ou mouvement. De plus, nous n'admettons pas le mot « région », même si nombre de régionalistes sont séduits pas notre association, mais clairement le mot « Nation ». Sur le terme, aucune compromission.

Quels sont vos objectifs précis ?

L'objectif est la reconnaissance officielle des peuples administrés par la France et la promotion des cultures des minorités nationales notamment par la musique ou le sport.

Quels sont, pour l'instant, les pays représentés dans votre organisation ?

Pour l'instant seules la Bretagne et la Savoie sont officielles dans l'ANH, mais nous sommes en pourparlers avec d'autres pays où certains d'entre-nous avons déjà effectués des déplacements. Nous préférons y aller progressivement.

Pourquoi cette union ?

Il est évident que seul, il sera difficile voire impossible de se faire entendre, sauf par la violence (que Paris attend plus que tout pour légitimer sa répression). Aujourd'hui, nous avons la chance de pouvoir crier à visage découvert notre désir d'émancipation et de reconnaissance (peut-être parce qu'à une époque, d'autres ne l'avaient pas...) et de compter sur une nouvelle génération sans complexe quant à affirmer leur appartenance à une identité culturelle bien précise, se revendiquant Breton avant tout, mais Français jamais !

Alors, une seule solution, s'unir pour réussir. L'idée que nous avons initiée, c'est à dire que des représentants de minorités facent front commun aux instances internationales (Parlement européen, Conseil de l'Europe, ONU etc.) inquiète Paris, car c'est du concret, et pire, ça peut réussir. Nous avons le droit et la légitimité avec nous. Alors on fonce !

Quelles sont vos actions concrètes, pour l'instant ?

Au parlement Européen, nous avons pris des contacts avec des représentants du SNP Ecossais, des Catalans aussi, et grâce à l'UNPO nous sommes passés de relations Européennes à mondiales avec des Monges, Kurdes d'Iran, West Papua etc. Nous avons hâte de connaître et partager avec la cinquantaine de pays qui composent cette organisation.

Envisagez-vous une mission auprès de l'ONU ?

L'ONU, ça sera pour bientôt. Nous avons pour l'instant été reçus au Parlement européen et au Parlement flamand. Cela a été possible grâce à l'UNPO qui soutient réellement l'auto-détermination des peuples et aide à faire entendre leurs voix auprès des grandes instances. Pour l'ANH, nous ne voulons pas faire dans le symbole, je pense que nous en avons déjà assez en Bretagne... Nos déplacements ont vocation à créer des liens et à établir des stratégies et des alliances ou ententes sur des projets communs. C'est, selon moi, ce qui différencie la politique politicienne et la réelle efficacité d'un objectif.

Avez-vous des actions communes prévues avec les Basques, les Corses ?

Pourquoi pas ? C'est vrai que pour des Bretons, on s'attend plus à des contacts avec des Basques ou des Corses... Nous avons tout simplement échangé avec le Savoisien Fabrice Dugerdil sur les réseaux, nous avons sympathisé et sommes tombés d'accord pour l'ANH. Lors de notre déplacement en février, nous avons été surpris de la ténacité et du militantisme des Savoisiens, très avancés sur l'international. Ce sont des gens de cœurs, qui ont leurs pays dans leurs tripes. Nous avons été surpris des dégâts qu'infligent l'Etat-nation français à ce peuple, cela nous a rapprochés.

Quelles seront vos prochaines actions ?

Nous sommes en train de préparer un planning pour nos prochains déplacements à l'international, avec notamment un travail

ETREVROADEL / International

sur la Charte des langues minoritaires. Je ne peux pas trop en dire plus pour l'instant. A court terme, je devrais normalement me rendre à Londres pour discuter d'une stratégie commune avec l'UNPO. Nous devons aussi concrétiser de futurs déplacements pour officialiser 5 nations au sein de l'ANH pour le début de 2016. Ensuite, d'ici une petite année, nous devrions faire une table ronde avec une cinquantaine d'artistes de l'Hexagone pour discuter de la mise en place d'un festival des cultures de l'Hexagone. Nous envisageons aussi des rencontres dans le domaine du sport.

Quel est votre rapport avec le mouvement des Bonnets Rouges, dont on sait à quel point il a fait peur au pouvoir français ?

Ah les Bonnets Rouges ! Incasables, insaisissables... L'image des Bonnets Rouges est très présente en dehors de la Bretagne et

aussi à l'international. Nous avons tendance à sous-estimer l'impact qu'a eu cette seconde révolte, car nous sommes peut être habitués à une société « fast food ». Beaucoup veulent un changement radical en une semaine, c'est évidemment impossible... Les Bonnets Rouges ont eu comme impact de faire évoluer les consciences et pas uniquement bretonnes. Beaucoup de peuples prennent ce mouvement en exemple. Le seul bémol étant quand même l'arrêt assez brutal dans l'élan populaire...

Pour moi, la devise des Bonnets Rouges « vivre, décider et travailler au pays » pourrait se traduire ainsi « un peuple, une colère, un combat ». Nombreux sont ceux qui ont voulu récupérer le mouvement, c'est impossible, il n'y a pas de recette... Les Bonnets Rouges sont nés d'une colère, d'une émotion commune et par définition, l'émotion n'est pas raison... Les réseaux bretons, que l'Etat

français avait réussi à diviser, sont venus d'un seul coup fusionner, réduisant à néant des décennies de fichages et de sabotages. Ceux qui ne devaient pas se voir, se sont rencontrés !

L'ANH est issue du mouvement des Bonnets Rouges. Elle est quelque chose néanmoins de nouveau car elle ne passe pas par « l'Emsav traditionnel ». Il se peut évidemment que nous soyons amenés à discuter avec des comités ou leaders Bonnets Rouges afin de parfaire notre stratégie, mais le bonnet reste toujours en poche... Et si les discussions ou négociations avec l'Etat français viennent à échouer (économie, culture, reconnaissance, auto-détermination), alors ce jour-là, il faudra le ressortir... On se tient prêt au cas où.

Propos recueillis par Thierry Jigourel

EUROPA / Europe

Elections parlementaires régionales en Catalogne

Les élections pour le Parlement Régional de Catalogne, qui ont eu lieu le 26 Septembre, ont donné un nouvel élan au mouvement en faveur de l'indépendance de la Catalogne. Avec une participation record de 77 % des électeurs, ce sont les deux partis en faveur de l'indépendance qui sont sortis gagnants, atteignant ensemble 47.8 % des voix, une augmentation par rapport aux précédentes élections de 2012.

Toutes les indications démontrent que cette hausse de soutien pour une indépendance de la Catalogne ne fera qu'augmenter, surtout si le gouvernement de Madrid maintient son opposition à toute discussion avec les dirigeants de la Catalogne, que ce soit sur la tenue d'un référendum ou sur une réforme constitutionnelle.

Malgré ce résultat, l'enjeu pour la Catalogne reste énorme. Les deux partis gagnants, bien qu'ils soient unis sur le principe de l'indépendance, ont très peu en commun. Ils restent très divisés sur les questions économiques, avec le Président actuel de la Catalogne, Albert Mas, et son parti de centre-droit en faveur d'une politique d'austérité, tandis que l'autre parti indépendantiste met la priorité sur les programmes sociaux. Reste à savoir quel sera l'impact de ces élections sur les élections générales qui auront lieu dans toute l'Espagne à la fin de cette année.

Comparaisons avec l'Écosse

Certains cherchent à trouver des similarités avec la situation en Écosse. Il y a certes beaucoup de points communs, en commençant par le rejet du pouvoir central de l'Etat-nation et le désir d'être maître de son destin dans un contexte supranational profondément ancré dans le processus d'intégration européenne. C'est bien

l'inspiration et l'esprit de "L'Europe aux Cents Drapeaux". Par contre, il y a de grandes différences quant au processus du débat sur le principe de l'indépendance, ainsi qu'en ce qui concerne les relations entre l'Écosse et le gouvernement de Londres, et entre la Catalogne et le gouvernement de Madrid.

Pour le débat en Écosse qui a mené au référendum de septembre 2014, l'ambiance était très ouverte, transparente et positive. Le référendum a été organisé sur la base d'un commun accord entre Edinbourg et Londres. Les deux cotés ont respecté toutes les règles de la démocratie, avec des débats en commun et un engagement des deux cotés de respecter le choix des votants.



C'est malheureusement tout le contraire en Espagne avec le gouvernement de Madrid refusant tout débat et allant même jusqu'à entamer des poursuites judiciaires contre le gouvernement catalan pour avoir organisé la consultation informelle sur l'indépendance qui s'est tenue en 2014. 1,8 millions

d'électeurs avaient voté en faveur de l'indépendance (dans les élections de septembre dernier, 1,9 millions ont voté pour les deux partis indépendantistes). Le Premier Ministre conservateur, Mariano Rajoy, a utilisé tous les moyens pour semer la peur en Catalogne avant les élections de septembre, jusqu'à suggérer que les banques espagnoles quitteraient la Catalogne et que les citoyens d'une Catalogne indépendante perdraient leur citoyenneté espagnole et européenne !

Une autre différence se trouve dans le fait qu'en Écosse, c'est le Parti Nationaliste Écossais seul qui tient fermement la bannière de l'indépendance. Même si le résultat du référendum de septembre 2014 était négatif, le soutien pour l'indépendance ne fait qu'augmenter depuis. En effet, aux élections générales de mai dernier, le Parti Nationaliste Écossais a réussi à capter 56 des 59 sièges de l'Écosse à la Chambre des Communes de Londres, un score remarquable. Et il est certain que si lors du référendum en Grande Bretagne pour le maintien ou le départ de ce pays de l'Union Européenne, qui doit se tenir au plus tard en 2017, verra la victoire des partisans du départ de l'Union, il y aura un autre vote en Écosse où le résultat sera cette fois, sans nul doute en faveur de l'indépendance. Les Écossais sont en fin de compte beaucoup plus européens que les dirigeants de Londres.

Suite page 10

COP21, faire preuve d'imagination

Le dernier trimestre de l'année sera marqué par la question de la transition énergétique et s'achèvera par une grande messe avec la COP 21 — 21^{ème} Conférence des Parties — du 30 novembre au 11 décembre à Paris.

Présentée comme une échéance cruciale devant aboutir à un accord international sur le climat afin d'en limiter les bouleversements, la COP21 va donc occuper le devant de la scène pendant plusieurs mois. Outre que le gouvernement français, épaulé par les médias hexagonaux aux ordres aura ici une belle opportunité de faire écran aux échéances régionales de décembre, il est peu probable que la conférence débouche sur un accord.

Les enjeux

«Il s'agit d'aboutir, pour la première fois, à un accord universel et contraignant permettant de lutter efficacement contre le dérèglement climatique et d'impulser ou accélérer la transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en carbone. Pour cela, le futur accord devra traiter, de façon équilibrée, de l'atténuation — c'est-à-dire des efforts de baisse des émissions de gaz à effet de serre permettant de contenir le réchauffement global à 2°C — et de l'adaptation des sociétés aux dérèglements climatiques déjà existants. Ces efforts devront prendre en compte les besoins et capacités de chaque pays. Enfin, l'accord doit entrer en vigueur à partir de 2020 et devra être durable pour permettre une transformation à long terme.» (source cop21.gouv.fr)

L'ambition affichée est de trouver une alternative aux énergies fossiles qui ont la fâcheuse habitude de dégager des gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane et autres) tout en maintenant un discours de croissance verte, de développement durable (et de sobre compétitivité ?).

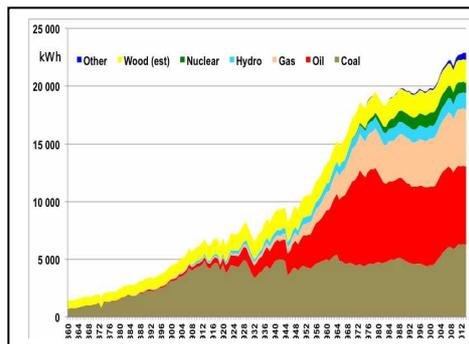
thermodynamique, physique et économie

Par "transition" on entend remplacer une source d'énergie, la grande majorité étant d'origine fossile, par une autre. Ce qui sera inédit dans l'histoire puisqu'aucune n'a jamais supplanté une autre. Elles se sont toujours superposées.

Notre économie, pour croître a besoin de toujours plus de ressources. Faire des économies dans un système de flux et de volumes disponibles n'a pas de résultat, toute ressource économisée dans un secteur est utilisée pour en développer un autre.

Suite de l'article de la page 9

Il en va de même pour les Catalans qui reflètent l'esprit réel de l'Europe aux Cents Drapeaux, en soulignant l'importance des communautés à dimensions humaines, les communautés naturelles que composent l'Europe, plutôt que les États-Nations. Il faut



Consommation d'énergie par personne, en moyenne mondiale, de 1860 à 2012 (source manicore)

Selon une étude du *College of Environmental, Science and Forestry*, réalisée en 2012, sur le rapport de l'énergie utilisable sur l'énergie investie (EROEI)¹, il est illusoire de ne compter que sur le nucléaire ou sur les énergies renouvelables pour maintenir la stabilité de notre mode de vie. Le charbon a un EROEI élevé mais on ne fait pas avec du charbon tout ce que l'on fait avec les innombrables dérivés du pétrole. Ce qui fait de l'or noir le mur porteur de l'économie mondiale.

En 2006-2008 la production de pétrole conventionnel a atteint son maximum. Selon les prévisions, en ajoutant les pétroles de schiste et les sables bitumineux, le maximum de la production tout pétrole sera atteint en 2015-2020.

2°, sommes-nous à l'abri ?

Depuis le début de l'ère industrielle, il y a 150 ans, la température moyenne globale a augmenté de 0,85°C. C'est peu pourrait-on dire, mais quels sont les effets observés ?

espérer qu'au minimum, Madrid accepte d'entamer une discussion avec la Catalogne sur des réformes constitutionnelles qui pourraient aller dans le sens d'un système fédéral. Pour cela, il faudrait que les deux partis en faveur de l'indépendance réussissent le même score dans les élections générales

-fonte irréversible de l'essentiel des glaces polaires (débâcle globale, observations NASA² <https://youtu.be/FDRnH48LvHQ>)
-baisse des rendements agricoles pour les céréales (Sciences et Vie n° 1168 : rendements agricoles, la grande panne).

Voilà pour l'essentiel. Contrairement à l'idée qui est propagée, une limitation à +2°C n'est pas une valeur de sécurité. Sorti d'on ne sait où, ce plafond a été repris par les politiques. Ce plafond sera largement dépassé. Selon le dernier document publié, en mai 2015 par le GIEC³, la NASA, l'Organisation Météorologique Mondiale et le Hadley Center, à partir de + 1,5°C le changement climatique entrerait déjà dans une phase d'évolution non linéaire (comprendre : on ne maîtrisera plus rien).

Serions-nous devant un predicament⁴ ? Les discours politiques tenus aujourd'hui en France et dans les grands pays industrialisés sur l'énergie et le climat ont 40 ans de retard. Il est trop tard pour un "développement durable" téléguidé depuis de lointains palais parisiens, londonniens ou washingtonniens déconnectés des réalités biologiques et culturelles locales.

L'heure est à l'imagination de systèmes plus petits, moins complexes, capables de résilience face aux mutations qui s'annoncent. Et seules des petites nations indépendantes, soucieuses de leur devenir, comme la Bretagne pourrait le devenir, peuvent avoir la volonté politique et la possibilité matérielle de les initier.

Gwenaél Kaodan

¹Energy Return On Energy Invested

(Taux de Retour Énergétique)

²National Aeronautics and Space Administration

³Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

⁴predicament : mot anglais qui n'a pas d'équivalent en français, on peut le traduire par "situation inextricable"

qu'ils ont atteint lors des élections régionales de septembre dernier. Débat à suivre...

Erwan Fouéré

BREZHONEG / Langue bretonne

Ratification de la Charte des langues régionales ?

Le gouvernement français souhaiterait enfin ratifier la Charte Européenne des Langues Régionales ou Minoritaires, laquelle est déjà minimaliste en soi, en retenant uniquement le strict minimum des articles qui sont obligatoires pour la ratifier. Et de surcroît, il veut l'accompagner d'une déclaration interprétative restrictive destinée à graver définitivement dans le marbre de la Constitution des limitations et des empêchements qui n'y sont pas encore explicitement formulés : opposition formelle à tout droit linguistique collectif et donc à toute co-officialisation des langues régionales sur leur propres territoires.

La France estime que les droits linguistiques collectifs doivent être impérativement reconnus lorsqu'il s'agit des minorités régionales francophones à l'étranger (dialectophones québécois, patoisants acadiens, wallons, romands, valdotains etc) et impérativement récusés lorsqu'il s'agit des minorités linguistiques régionales de l'Hexagone (Bretons, Corses, Basques, Catalans, Occitans, Flamands, Alsaciens-Mosellans etc).

Duplicité et faux-cul-isme tricolores !

Le mot français "chauvin" est entré tel quel dans le vocabulaire de la plupart des langues de la terre, et ce n'est pas un hasard...

Dans ces conditions, cette ratification n'apportera rien de plus et ne sera qu'un faux alibi à deux balles pour la France, une signature pour rire destinée à faire faussement croire au monde entier que la

France ne mène plus la guerre contre ses langues régionales et à clouer le bec à tout ceux qui critiquent, fort justement pourtant, l'Hexagone à ce sujet... "De quoi vous plaignez-vous, on a ratifié cette Charte !" nous rétorquera-t-on.

Nous devons exiger une ratification maximaliste de cette Charte, et surtout sans aucune déclaration interprétative restrictive, à l'instar des autres signataires européens.

Tschüssli Steini

LEVRIOÙ / Livres

gant Yann Duchet

Voyage dans l'Au-Delà : Les Bretons et la mort

Bernard Rio, Editions Ouest-France, 287 pages, 28€

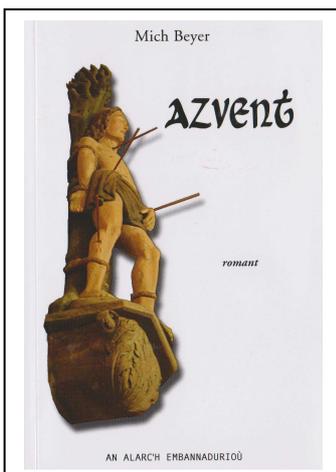
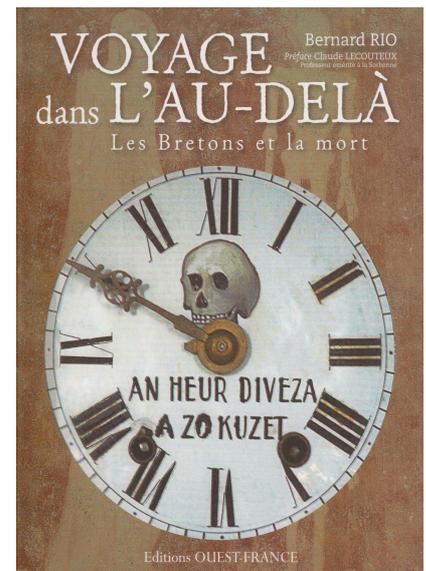
Dans cet ouvrage, l'auteur, journaliste, écrivain, spécialiste de l'environnement et du patrimoine bretons, nous parle des relations que les Bretons entretiennent avec la mort et les morts. Relations bien singulières, qu'en son temps Anatole Le Braz avait réunies dans son formidable ouvrage "La légende de la mort chez les Bretons armoricains" (1928), un classique. Ici Bernard Rio ne ressort pas un XIX^{ème} siècle romantique et passéiste, mais nous emmène avec lui dans notre Bretagne du début d'un XXI^{ème} que l'on prétend matérialiste, rationaliste et post-moderne. Surprise, l'Ankou n'est pas seulement un personnage de légende, ce "conducteur des morts" apparaît toujours à nos contemporains, comme en attestent plusieurs témoignages dignes de foi. A l'ère d'Internet, les Bretons perçoivent de nouveaux intersignes annonçant des décès ou révélant la présence des "Anaon", les âmes errantes ou de passage qui hantent chemins, gués, ponts, rives et parfois maisons. Des lieux symboliques et immémoriaux, châteaux, carrefours, clairières perdus au fond des bois, lacs, chapelles isolées tout comme nos

cathédrales citadines, continuent de recevoir les offrandes de visiteurs anonymes. Même chez soi, les Anaon peuvent nous "parler".

Quel sens donner à ces phénomènes mystérieux, mais non point horribles, révélateurs d'un véritable culte des morts et d'une croyance -d'une relation spécifique- dans -avec- l'Autre-Monde.

C'est avec toute sa passion et sa science des mondes breton et celte, assisté de sa grande érudition dans les domaines de la symbolique, du sacré, tel un "passeur" antique, que nous accompagne notre ami Bernard Rio, d'aujourd'hui à notre plus ancien passé païen... A moins que vous ne préférerez la compagnie de l'auto-stoppeuse fantôme, autre Dame-Blanche contemporaine. Ajoutons que cet ouvrage, qui n'est pas une opération éditoriale touristique de plus, de vil intérêt, est accompagné de nombreuses et magnifiques photographies, à observer en détail, dues à l'auteur lui-même, nous aidant ainsi à (re)découvrir notre si riche patrimoine.

De la belle ouvrage.



Azvent gant Mich Beyer, An alarc'h embannadurioù, 175 pajenn, 11€

Egile ez eus ur romant anezhañ. Abaoe pellik amzer em boa c'hoant da venegiñ amañ romantoù ha danevelloù Mich Beyer, skrivagnerez ampart eus Arvor-Kernev, gwiv he spered ha lemm he fluenn, ma'z eus unan hiziv-an-deiz. "Andon ar gasoni", "Kan ar mein", "Teñvalijenn" pe c'hoazh "Etrezek an enez" da skouer, o deus bamet ar Yann lenner ez eus ac'hanon, gant o ijin-danevelliñ hag o doare-skrivañ leun a varregezh hag a spered, hag en ur yezh reizh, eeun ha pinvidik war-un-dro.

Evel e "Kan ar mein" e splujomp, en "Azvent", e don hon istor. Er bloavezh 1675 dres, hini emsavadeg ar Bonedoù Ruz, e varvas Sebastian a Gerwern en e ugent vloaz, toullgofet gant soudarded ar roue gall. Un tregont vloaz war-lerc'h eo mennet e dad, ar markiz Laorañs, erru gant e amzer diwezhañ, da urzhiañ un delwenn evit e chapel hag a ziskouezfe merzherinti sant Sebastian. Tonket ar marc'had gant Yann Rozago, munuzer Lanroz, ha diwar neuze e ranko ar c'hizeller heuliañ levr e blanedenn. Arabat heuliañ hennezh betek ar penn-diwezhañ avat.

TAOL-LAGAD / clins d'œil !

Par Yvon Pélard

On ne prête qu'aux riches

C'est du moins ce que dit l'adage. On peut aussi bien gérer ses propres biens pour devenir riche. C'est ce que nous démontre le Costa-Rica en annonçant récemment que dans quelques années ce petit pays d'Amérique du Sud va atteindre l'autonomie énergétique en exploitant ses ressources naturelles dans le respect total de son environnement, notamment par l'hydro-électricité. Evidemment, encore faut-il avoir des ressources naturelles, direz-vous ! C'est certain. Mais tout le monde en a. Car il faut aussi faire des choix et savoir gérer correctement ses ressources. Ainsi, personne ne le dit, le Costa-Rica a fait le choix de ne pas avoir d'armée. Autant d'argent récupéré pour le bien de la population et le développement du pays. Cette riche idée ne semble pas devoir effleurer les esprits des têtes pensantes qui prétendent nous gouverner. Enfin, « têtes pensantes » est un

grand mot. On devrait plutôt dire « pauvres d'esprit ».

J'y vas ou j'y vas pas

Cela fait des mois que l'on nous bassine avec le feuilleton Le Drian candidat ou pas à la présidence de la Région Bretagne. C'est que ministre on est bien. Surtout quand on est paraît-il le meilleur de tous. En même temps, être ministre ça risque de s'arrêter dans un an et demi au plus tard, après les futures présidentielles. Président de région... ça dure 6 ans. La place est bonne. Oui, mais président de région pour quoi faire ? Surtout quand on préside une région croupion amputée du cinquième de son territoire. Car, si M. Le Drian a su faire la guerre en Afrique ou bombardier en Irak et en Syrie, il n'a pas beaucoup bataillé pour la réunification de la Bretagne, contrairement à ses promesses. Il s'est vite soumis à M. Hollande. Sans doute que la Bretagne ne l'intéresse pas tant que ça.

Alors, qu'il reste ministre puisqu'on ne peut être les deux !

Pourtant j'y vas quand même

Eh oui ! Il a fini par l'annoncer : M. Le Drian se présente ! C'est que la majorité PS est en grand danger en Bretagne. Alors, si on peut quand même sauver les meubles en y envoyant le « meilleur ministre », on ne va pas se gêner. Quelques places de sauvées, c'est toujours bon à prendre. Oui, mais le cumul des mandats, que devient-il ? M. Le Drian devra forcément choisir entre ces deux fonctions non ? Eh bien non, il l'a dit : c'est M. Hollande qui choisira ! Et voilà : c'est le Président de la République française qui, en dernier ressort, choisira à la place du peuple breton. La France est peut-être une république mais n'est sûrement pas une démocratie. Merci M. Le Drian de nous le démontrer !

TRO SPERED/Humeur

Elections régionales : où en est-on ?

L'espoir d'une liste "autonomiste" unique et unifiée portant haut les aspirations d'une Bretagne renouée, généreuse et décidée à prendre son avenir en mains, hantait nos rêves. Désillusion : le refus obstiné du pouvoir central de nous restituer l'intégralité de notre territoire et avec, notre capitale économique, Nantes. Désillusion : le veto institutionnel du "Conseil des Sages" jacobins à l'encontre de la Charte Européenne des Langues Régionales, très vieux serpent de mer antidémocratique (depuis 92). Désillusion encore : les baisses de dotations de l'Etat français -nos impôts ramassés par Paris- envers les collectivités territoriales, trop émiettées et superposées, de l'Hexagone, de la Bretagne et de son Conseil Régional aux budget et compétences ridicules.

Désillusions... illusions... L'Emsav politique ne devait-il pas relever le défi ? Porter projets et fierté des Bretons face aux crispations étatiques jacobines ? Bref, s'unir et porter voix et aspirations d'un peuple avec qui il chercherait enfin à nouer des liens de confiance ? Il le devait ! L'a-t-il fait ? Le fait-il ? Une fois encore, vieille rengaine à la Théodore Botrel, il fuit ses responsabilités, ou bien, pire, il se montre incapable de les affronter.

Héraut/Héros du mouvement populaire des Bonnets Rouges, du rééquilibrage du territoire breton en faveur du Centre-Bretagne, de la culture et de l'économie vivante du pays, Christian Troadec a cru devoir s'allier avec l'UDB, concurrente il y a peu (élections européennes de 2014). La politique politicienne, certes, permet ces calculs-là pourvu qu'ils soient profitables. Mais l'UDB, fidèle à elle-même, s'érigeant en conscience de la morale et de l'éthique politique, signifie qui est fréquentable, qui ne l'est pas. Et hors d'elle-même, l'UDB ne voit personne et refuse tout dialogue avec d'autres parti(s) breton(s), malgré ses alliances et allégeances répétées avec les partis jacobins des Verts ou même du PS. Et cela pour obtenir des strapontins qu'elle ne pourrait obtenir seule. Du coup, rancœurs, rancunes, nous vaudront une seconde liste dissidente bretonne -pourquoi pas une 3^{ème}- scénario bien trop connu... vers un nouvel échec. L'une, si elle obtient un score suffisant vise peut-être la vice-présidence d'un Conseil Régional croupion dirigé par un ministre PS en exercice du très, très jacobin Manuel Valls. Scénario déjà vu, strictement improductif... sauf pour l'intéressé. Les autres dépenseront argent et énergie, denrées rares, inutilement. Pire, le peuple breton ne s'y reconnaîtra toujours pas, ne se retrouvera pas dans ce mêli-mêlo d'esprits soumis et brouillons, qui n'ouvre aucune perspective nouvelle.

Une fois encore, à l'heure des crises et des changements cruciaux que connaît l'Europe, d'Ecosse en Ukraine ou ailleurs, Emsav impotent et Bretons trompés risquent de se tourner le dos et de se passionner pour un énième match jacobin : Les Républicains contre le PS (à moins que ce ne soit le FN). Et foin des régions sinon comme potiches, comme d'habitude.

Aberrant ! Atterrant ! Effarant !

Yann Duchet

L'AVENIR DE LA BRETAGNE, fondé en 1958, défend l'idée d'une **Europe fédérale des peuples et des régions**, au sein de laquelle une Bretagne politiquement et économiquement majeure retrouvera la place qui était jadis la sienne et à laquelle, comme toutes les autres nations historiques de l'Europe, elle a légitimement droit.

L'AVENIR DE LA BRETAGNE est un journal libre et indépendant et ne reçoit aucune subvention. Il ne vit que grâce à la générosité de ses abonnés. Il a besoin de votre soutien !

Publication : Thierry Jigourel

Rédaction et abonnements : Padrig Delorme

Courriel : lavenir-bretagne@hotmail.fr

Imprimeur : Repro-Copie 11 venelle de la caserne 22 200 Gwengamp

Site web : lavenirdelabretagne.org

Journal édité par Embannadurioù Broadel Breizh ISSN : 0182-2713 Siret : 320518392 00016

Dépôts légaux à la parution à Rennes et Paris

Comité de rédaction : Thierry Jigourel, Yvon Pélard, Jean-Louis Le Mée, Erwan Fouéré, Fanch Kerrain, Alan Raude et Yann Duchet.

Journal imprimé sur papier recyclé

N'ATTENDEZ PAS POUR VOUS ABONNER OU ABONNER UN AMI !

6 numéros par an. Envoyez sur papier libre vos nom, prénom, adresse et règlement à l'ordre de l'Avenir de la Bretagne, à :

Padrig Delorme 29 jardins de Ste Suzanne 35 350 St COULOMB

Abonnement bienfaiteur 30 € ou plus

Abonnement normal 15

